

Réf.	2023	05	CDE
------	------	----	-----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
		En exercice	Présents	Votants
07/04/2023		8		

L'an deux mille vingt-trois le dix-sept avril à 18h30, le Comité de la Caisse Des Ecoles légalement convoqué s'est réuni à la Mairie « salle du Chapitre » de Breuillet sous la vice-présidence de Mme RICHARD Hélène.

Etaient présents : Mesdames : RICHARD, BRUNEL, PRADINES, SIMEANT, TERRIEN, BAYART
Monsieur : BEN KHEDER,

Etaient absents : Madame MAYEUR (pouvoir Mme RICHARD)

OBJET ADOPTION DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023
Annule et remplace la délibération portant sur le même objet à la suite d'une erreur matérielle

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2312-2 et suivants.

VU le budget primitif 2023 adopté par délibération du Comité de la CDE le 9 janvier 2023.

VU la délibération de ce jour approuvant le compte administratif 2022,

VU la délibération de ce jour décidant de l'affectation des résultats de fonctionnement de l'exercice précédent,

Le Comité de la Caisse Des Ecoles de Breuillet, après en avoir délibéré,

Par voix pour, voix contre, abstention

ADOpte le budget supplémentaire 2023 du budget principal de la CDE, par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement qui s'équilibre comme suit :

ADOPTION DU BUDGET SUPPLEMENTAIRE 2023

Le Comité est invité à adopter le budget supplémentaire du budget principal de la Caisse des Ecoles. Ce dernier a vocation à reprendre les résultats de l'exercice antérieur, d'intégrer les crédits reportés, d'ajuster certains crédits de l'exercice en cours, et d'inscrire des crédits supplémentaires pour engager de nouvelles réalisations.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	BP	RAR	BS	BUDGET TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	22 985,00 €	- €	2 363,95 €	25 348,95 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	- €	- €	- €	- €
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	53 615,00 €	- €	2 363,95 €	51 251,05 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	160,00 €	- €	- €	160,00 €
TOTAL DEPENSES		76 760,00 €	- €	- €	76 760,00 €
002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	- €	- €	4 691,22 €	4 691,22 €
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	7 500,00 €	- €	- €	7 500,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	66 160,00 €	- €	4 691,22 €	61 468,78 €
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 100,00 €	- €	- €	3 100,00 €
TOTAL RECETTES		76 760,00 €	- €	- €	76 760,00 €

SECTION DE D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	BP	RAR	BS	BUDGET TOTAL
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €
TOTAL DEPENSES		160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €
001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	- €	- €	17 440,90 €	17 440,90 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	160,00 €	- €	- €	160,00 €
TOTAL RECETTES		160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	BP	RAR	BS	BUDGET TOTAL
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	22 985,00 €	- €	2 363,95 €	25 348,95 €
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	- €	- €	- €	- €
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	53 615,00 €	- €	2 363,95 €	51 251,05 €
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	160,00 €	- €	- €	160,00 €
TOTAL DEPENSES		76 760,00 €	- €	- €	76 760,00 €

002	RESULTAT REPORTE DE FONCTIONNEMENT	- €	- €	4 691,22 €	4 691,22 €
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	7 500,00 €	- €	- €	7 500,00 €
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	66 160,00 €	- €	4 691,22 €	61 468,78 €
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 100,00 €	- €	- €	3 100,00 €
TOTAL RECETTES		76 760,00 €	- €	- €	76 760,00 €

SECTION DE D'INVESTISSEMENT

Chapitre	Libellé	BP	RAR	BS	BUDGET TOTAL
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €
TOTAL DEPENSES		160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €

001	RESULTAT REPORTE D'INVESTISSEMENT	- €	- €	17 440,90 €	17 440,90 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	160,00 €	- €	- €	160,00 €
TOTAL RECETTES		160,00 €	- €	17 440,90 €	17 600,90 €

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Mme La Présidente de la Caisse des Ecoles,



Véronique MAYER.